

Lundi 21 janvier 2018 19h – Vœux de Philippe Audic, Président du Conseil de développement

Mesdames, messieurs, chers amis,

J'ai grand plaisir à vous retrouver une nouvelle fois pour vous souhaiter une bonne année. Chaque fois, je rappelle la banalité de la formule "bonne année" et chaque fois aussi je rappelle que c'est un souhait sincère que je vous adresse pour vous et pour vos proches.

Mais les années se suivent et ne se ressemblent guère. Au début de l'année dernière, j'évoquais avec vous un petit d'air d'optimisme qui semblait renaître dans le pays.

Ma capacité de voyance a trouvé ses limites... Cet optimisme a été dissous dans les premières brumes de l'hiver et nous nous trouvons aujourd'hui dans un climat pour le moins bizarre, dominé par un brouillard de couleur jaune qui a recouvert tout le Pays.

Difficile d'éviter le sujet par les temps qui courent, même si je ne suis pas un "gilletjaunologue" patenté comme il en fleurit un peu partout. La "gilletjaunologie" est devenue une nouvelle branche de la sociologie. On peut lire, ici ou là, des centaines d'analyses dont la principale caractéristique est d'abord de refléter les propres engagements de leurs auteurs. Chacun met un peu ce qui l'arrange dans ce mouvement des gilets jaunes et on manque singulièrement de recul pour des analyses un peu distanciées. Il y a tellement de clés proposées qu'on ne sait plus ce qu'elles ouvrent.

Ce qui est certain, c'est que la sphère politique est désemparée. Selon les positionnements, chacun essaie de suivre ou de récupérer, parfois avec de très grosses et très vieilles ficelles.

Mais les gilets jaunes mettent tout le monde d'accord. Ils ne sont, pour la plupart, ni syndiqués ni militants politiques et ils ne se reconnaissent pas dans la sphère politique organisée. Et soyons modestes, il n'est pas sûr non plus qu'ils se reconnaissent dans nos instances participatives...

Mais ce mouvement existe, il est profond et ne doit pas être nié. Mais que dit-il ? Qui sont les gilets jaunes ? Les enfants de l'étalement urbain ? Une classe moyenne pressurisée ? Des français qui rejettent la représentation ? Un peuple qui demande du respect de la part d'élites vécues comme méprisantes ? Les nouveaux sans-culotte ? Le cache-sexe de ceux qui préparent des solutions autoritaires ?

Ceux qui pensent avoir déjà tout compris à ce mouvement s'exposent à des désillusions. C'est un mouvement social respectable mais il a aussi des zones d'ombres et on a le droit de le questionner et de le critiquer.

De mon point de vue, cela traduit au moins deux choses :

- la démocratie représentative est en crise et nous le disons et l'écrivons depuis longtemps au Conseil,
- mais la démocratie participative ne va guère mieux puisqu'elle semble échouer à organiser l'association des citoyens à la décision publique.

Et pourtant, c'est bien dans l'articulation des deux que réside l'équilibre de la société.

Un grand débat national s'ouvre et c'est une occasion à saisir pour retrouver des espaces de discussion. Je vous engage à y participer, à titre personnel, dans vos associations, dans vos réseaux. Nous organiserons une séance spéciale le 4 février et nous envisageons, dans un deuxième temps, un évènement commun avec la revue Place Publique et le CCO. Le Conseil a aussi pris des initiatives avec des jeunes volontaires du service civique pour faire remonter leurs attentes.

Je ne crois pas que ce débat soit l'occasion de la dernière chance, comme peuvent le laisser entendre certains, mais c'est une étape importante. Si cette occasion est manquée, alors la période qui s'ouvre présente des incertitudes qui peuvent se révéler dangereuses.

A ce propos, je voudrais, très modestement, vous faire part, pour ce débat, de quelques points de vigilance qui n'engagent que moi :

— le premier point de vigilance, c'est le danger du "moi je"

Nous disons au Conseil, depuis des années, qu'il faut refabriquer du "nous" dans une société où chacun part d'abord de sa situation personnelle pour refaire société. Vous me pardonnerez le côté un peu "old school" du propos mais je crois encore au collectif. Nous avons un commun à construire, à défendre, à renforcer et pour cela nous avons besoin de collectif. Si nous ne restons pas fermes sur ces principes, nous ouvrons la voie à la société du narcissisme, de l'égo, celle du selfie où l'on se photographie d'abord soi-même et où l'autre tient le second rôle.

La revendication des années 70 du développement personnel, d'être soi, était légitime mais l'écueil est celui du nombrilisme. Les réseaux sociaux en sont la traduction avec une propension à ne supporter de point de vue que le sien, quitte à le justifier par de fausses informations.

Dans ce monde du "moi je", c'est l'autre qui devient l'adversaire, voire l'ennemi, quel que soit son statut social.

— le second point de vigilance est celui de la légitimation de la violence physique

Je ne suis pas naïf, je sais bien que la violence politique, économique, sociale est inhérente aux sociétés humaines. Mais mon côté "old school" me conduit à penser qu'une société qui contrôle cette violence dans des rapports sociaux organisés est bien supérieure à celle qui laisse s'épanouir l'idée que la force prime en toute occasion.

Nous sommes aujourd'hui face au risque d'une légitimation permanente de la violence, d'où qu'elle vienne. Le danger est immense. Les face-à-face entre la police et les manifestants ne sont pas des compétitions sportives entre équipes concurrentes. Ce n'est pas OM-PSG... Il y a d'un côté ceux qui sont en conflit avec l'État et de l'autre, ceux qui le représentent. Il n'y a pas d'un côté les supporters des manifestants et de l'autre ceux de la police. Les responsabilités sont différentes mais tout aussi grandes de part et d'autre. Et croire, ou faire croire, que les solutions viendront d'une victoire des uns sur les autres est illusoire.

— le troisième point de vigilance est celui du consentement à l'impôt

Dans les débats actuels la question de la fiscalité est très présente. La fiscalité est vécue comme injuste et la complexité française de l'impôt est telle qu'elle aboutit à un système souvent incompréhensible. Chacun a le sentiment que c'est l'autre, toujours l'autre, qui ne paie pas assez alors que, dans le même temps, les services publics diminuent. Les classes moyennes ont le sentiment d'être écrasées entre les très riches et les très pauvres. Et quand on charge encore plus la fiscalité sur le carburant pour tous ceux pour lesquels la voiture est aussi indispensable que l'eau courante, comment s'étonner de la révolte ? Tout cela est accentué par une passion de l'égalité très française, passion qui fait parfois dire, avec humour, aux Anglais que notre définition française de l'égalité c'est en quelque sorte le slogan... "Des privilèges pour tous !".

Mais derrière cet imbroglio fiscal, derrière les injustices à corriger, il y a une question fondamentale qui se joue : celle du consentement à l'impôt. Il y a un risque démocratique car si nous ne consentons plus à l'impôt... alors nous risquons de ne plus consentir à l'État et à quelque institution que ce soit.

– le quatrième point de vigilance est celui de nos racines démocratiques

Ces racines démocratiques ne sont pas si profondes que nous le croyons. Nous voyons bien en Europe et dans le Monde un ensemble d'évènements contagieux qui peuvent fragiliser nos îlots démocratiques.

Dans ce débat national, nous devons défendre cet idéal démocratique qui est d'abord celui de la discussion et de la délibération collective.

Il est beaucoup question de référendum en ce moment, lequel est présenté comme l'outil idéal de gouvernement. Restons prudents : la démocratie c'est d'abord une combinaison d'outils et d'institutions adaptées aux populations concernées. Au premier rang de ces outils, il y a la représentation qui, même si elle est en crise, reste encore un point d'appui de nos institutions.

Cette panoplie d'outils doit être enrichie en permanence pour que chacun puisse avoir un droit à influencer sur la décision. Le Conseil essaie de contribuer à cet enrichissement et il l'a fait dans son document de 2017 sur la citoyenneté métropolitaine. Il ne faut rien s'interdire dans l'innovation démocratique, le tirage au sort, les Civic Tech... mais il faut garder à l'esprit la fragilité du système et l'idée que la démocratie n'est pas un horizon indépassable. Sans cette vigilance démocratique, nous risquons des sécessions.

– le cinquième point de vigilance concerne la situation écologique

Les évènements que nous vivons depuis quelques mois ont fait passer au second plan la préoccupation écologique. Les marches pour le climat qui s'étaient multipliées se sont dissoutes dans le gaz lacrymogène.

Et pourtant les questions posées sur l'énergie, l'environnement... sont toujours là. Le risque du Grand Débat National est qu'elles soient minimisées au profit, d'une part des questions de pouvoir d'achat, questions tout à fait légitimes, et d'autre part des questions institutionnelles dont on aurait tort de croire qu'elles vont tout résoudre.

Il faut sans doute saisir l'occasion du Grand débat national pour remettre ces questions sur le métier et débattre d'une nouvelle définition du progrès dans la société contemporaine des contraintes écologiques.

J'arrête là la digression "gilletjaunologique", parce qu'elle pourrait nous occuper toute la soirée. Il m'a semblé néanmoins utile de vous livrer quelques éléments de réflexion car le Conseil de développement est un des outils de la démocratie territoriale.

Cette rencontre des vœux, c'est aussi l'occasion de se rassembler et de parler un peu de nous. C'est l'occasion de remercier chacun de vous pour la part qu'il prend aux travaux du Conseil. Votre participation bénévole est essentielle à la qualité de la vie démocratique. C'est un rituel mais c'est un rituel d'amitié et d'échanges. Nous n'avons pas de raison de nous priver de ce qui nous fait du bien.

L'année 2018 a été marquée par un rythme de travail soutenu et par des contributions individuelles toujours aussi nombreuses. Merci à tous ceux qui prennent la plume. Plusieurs documents importants ont été diffusés cette année, notamment sur le PLH et sur la santé. Ce travail sur la santé, conduit par Véronique Gratas et Michel Jovet, connaîtra des prolongements en 2019, avec le concours d'une association active à Nantes "La santé à voix haute". L'objectif poursuivi est de contribuer à un changement d'échelle des politiques publiques de santé en passant peu à peu de la commune à la métropole.

Nous avons déjà commencé à travailler sur le vieillissement qui fera l'objet du grand débat métropolitain de ce début d'année. Nous esquissons depuis peu, à l'initiative de Michel Gellard et d'Anita Besnier, une première approche des politiques culturelles, terrain sur lequel le Conseil ne s'était jamais avancé jusque-là. L'audition de David Martineau, il y a quelques jours, s'inscrivait dans ce cadre.

Nous allons ouvrir aussi un cycle de rencontres sur les matériaux de construction qui font la ville, à l'initiative d'Emmanuel Torlasco.

En 2019, deux groupes d'étudiants du master Géographie de l'IGARUN seront associés aux travaux du Conseil. Le premier travaille sur la perception de la métropole par les habitants des territoires périphériques et notamment les plus jeunes. Comment cette métropole qui déborde de son territoire institutionnel est-elle perçue à l'extérieur ? Ce travail s'inscrit dans le prolongement du travail réalisé en 2017 sur la citoyenneté métropolitaine.

Le second groupe travaillera sur l'avenir de la Tour Bretagne. Le bâtiment va se vider peu à peu. Le Conseil en est un des occupants de longue date et il nous a paru important de réfléchir à l'avenir de ce totem situé en plein cœur de l'agglomération. Il ne s'agit pas seulement du bâtiment en lui-même mais de son rôle dans la ville et la métropole. Il s'agit d'aménagement urbain de la métropole.

Nous continuerons les rencontres avec les volontaires du service civique, si instructives sur la perception de la vie publique par les jeunes générations. Nous poursuivrons Fréquence citoyenne,

l'émission de radio que nous produisons avec EuradioNantes. Nous continuerons aussi la collaboration avec Ouest Medialab, qui s'était traduite en 2018 par un évènement important sur Wikipédia et sa fabrication avec des étudiants de Sciences Po Rennes.

Mais je ne vais pas ici détailler les travaux du Conseil, passés et à venir... Vous pouvez vous y reporter sur le site du Conseil ou avec les réseaux sociaux.

Et nous prendrons bien entendu des initiatives en fonction de vos attentes et de vos propositions. A cette occasion, je veux remercier encore tous ceux qui s'engagent au sein du Conseil, qui contribuent, qui proposent des thématiques de travail. Et je voudrais avoir une mention particulière pour le petit groupe informel que j'ai constitué autour de moi pour me seconder dans ma tâche: Anita Besnier, Benoit Juret, Catherine Brillet, Michel Gellard, Jean-Yves Failler, Thierry Audeon, Michel Jouvét.

L'année qui s'ouvre est aussi celle de la réflexion sur l'avenir du Conseil, sur son évolution pour l'après 2020. Notre expérience est déjà longue, depuis 1996, mais il y a des étapes à franchir, celles des hommes et celles qui sont nécessaires pour s'adapter au monde qui change. Nous avons engagé, depuis plusieurs années, une collaboration avec la revue Place Publique et le CCO à travers la manifestation Questions Publiques. Nous souhaitons amplifier cette coopération pour constituer le socle d'un pôle de débat public dans l'agglomération. D'autres acteurs nantais pourraient aussi s'y associer, je pense à l'Institut Kervégan et à d'autres.

Nous faisons vivre au quotidien l'idée d'Université prospective des citoyens. Notre projet est de fabriquer de la "qualité citoyenne" dans un contexte où l'expression débridée et improductive prend souvent le pas sur la réflexion.

Nous tentons de réinventer, aux couleurs du XXI^e siècle, une nouvelle forme d'éducation populaire. Ici même, l'an passé, j'évoquais l'étude de la Fondation Jean Jaurès sur la montée du complotisme dans les jeunes générations. Au vu de l'actualité récente, je crains que ces ravages ne se soient largement étendus dans la population, avec l'utilisation des réseaux sociaux, pour propager à grande échelle toutes sortes d'inepties censées expliquer la marche du monde.

Au Conseil, nous avons la réputation de réfléchir sereinement ; les contributions individuelles des uns et des autres permettent une expression personnelle parfois forte, mais nos productions doivent garder une qualité citoyenne qui permet de se tenir à l'écart de ces dérives.

Nous devons donc penser l'avenir du Conseil avec de l'exigence. La citoyenneté ne consiste pas à avoir une opinion tranchée sur tout sans écouter les autres. Cela consiste d'abord à élever son niveau d'information pour penser son intervention dans la sphère publique. C'est la raison pour laquelle nous défendons cette idée d'un pôle de débat public à l'échelle de la métropole, et peut-être au-delà.

2019 sera aussi une année particulière puisqu'elle sera préélectorale. Le Conseil ne participe pas à la compétition qui s'ouvre mais ses membres sont bien entendu tout à fait libres de leurs engagements.

Je souhaite que les propositions que nous formulons depuis des années viennent enrichir la réflexion de tous les candidats et qu'ils puissent s'en inspirer s'ils le souhaitent. Nos productions sont libres de droits. 😊

Cette compétition sera rude parce que l'image des élus est malmenée, même si celle des élus locaux semble encore relativement protégée.

La récente étude du CEVIPOF, dont nous recevons le Directeur la semaine prochaine, est assez terrible sur le plan de la confiance accordée au personnel politique : autour de 9 %.

Au Conseil nous critiquons parfois les élus locaux et c'est la règle du jeu démocratique. Cette critique est légitime et indispensable, mais le risque est de la transformer en rejet. La démocratie représentative a de gros défauts, les partis politiques ont commis beaucoup d'erreurs mais nous avons besoin de représentation. Les élus ne viennent pas de la planète Mars, ils ont les mêmes défauts et les mêmes qualités que les autres et certains d'entre nous le savent bien pour avoir déjà exercé la fonction ou pour aspirer à le faire. Dans les périodes chahutées, la critique ne doit pas empêcher le soutien à la fonction.

A l'adresse des élus, je voudrais cependant livrer une observation amicale. Elle a trait aux mots et à leur utilisation. Bernard Pivot, qui tweete chaque matin a livré récemment cette formule : "Un jour, les mots détournés, abusés, piégés, dénaturés, humiliés se révolteront contre les hommes politiques". Je serai moins sévère que lui mais l'abus de certaines formules nuit au discours politique. Prenons l'exemple du mot urgence. Il est tellement employé qu'on a l'impression que la vie politique s'apparente désormais à un service d'Urgences : Urgence démocratique, sociale, écologique, climatique... Tout est urgent, mais à force de crier au loup plus personne n'y croit et tout se banalise. De même, nous ne faisons plus de débat mais des Grands débats et sans doute bientôt des Très Grands débats. Ces excès de langage peuvent aussi se retrouver dans les documents du Conseil. Personne n'est à l'abri...

Pour terminer ce propos, je voudrais livrer une note optimiste dans une ambiance qui ne l'est pas beaucoup. Dans un monde inquiet, les Conseils de développement doivent redonner un peu de goût à l'avenir. Ils sont, à l'échelle locale, des sortes de "chambres du futur" dans lesquelles peuvent éclore des idées pour demain. Ce sont des lieux d'intelligence que nous devons conforter. Et par les temps qui courent, l'intelligence est une denrée rare qu'il faut préserver.